



## SÉMINAIRE « SOCIÉTÉ, SANTÉ, ÉDUCATION »

# Promotion de la santé et inégalités sociales

*Séminaire Université-IUFM & Laboratoire LCF*



**Mardi 12 juin 2012**

**de 8h30 à 18h00 – Amphithéâtre de l'IUFM**

**Site de Bellepierre, Saint-Denis**



# RÉSUMÉS

---

**Mardi 12 juin 2012**

Amphithéâtre de l'IUFM - Bellepierre (Saint-Denis)

**Education et promotion de la santé : enjeux et perspectives dans la réduction des Inégalités Sociales de Santé (ISS)**

**Eric Le Grand**

*Sociologue & Consultant en promotion de la santé*

Les inégalités sociales de santé sont le fruit « *d'une injustice sociale qui tue à grande échelle* », les réduire est un impératif éthique. Tel était le leitmotiv du rapport de l'OMS sur les déterminants sociaux en décembre 2008.

Les connaissances sur les déterminants sociaux de santé des ISS démontrent que celles-ci dépendent amplement du degré de cohésion sociale et de l'organisation de la société. Ainsi d'une question de « santé », la présence et les effets des ISS deviennent avant tout une question « sociale ». Dès lors, leur réduction ne peut se cantonner aux seules politiques de santé, ni aux seuls acteurs de santé, mais doit aussi interpeller et mobiliser l'ensemble du corps social (institutions, associations, structures éducatives, sociales, culturelles...). Tout en se référant aux stratégies développées et connaissances acquises, les places de l'éducation, de l'éducation pour la santé et de la promotion de la santé seront réinterrogées dans le domaine de la réduction des ISS.



**L'école au cœur des territoires : vers une approche communautaire au service de la promotion de la santé de tous et de la réduction des inégalités sociales de santé**

**Didier Jourdan**

*IUFM de Clermont-Ferrand*

Améliorer la santé des enfants et des adolescents, réduire les inégalités de santé dont on sait que le développement est précoce, sont des objectifs importants en matière de santé publique. L'enjeu est d'agir positivement sur les différents déterminants de la santé, c'est pourquoi la promotion de la santé des enfants et des adolescents n'est pas l'affaire de spécialistes, elle relève de l'action quotidienne des différents acteurs sociaux. Aujourd'hui, l'un des principaux défis auxquels est confrontée la mise en œuvre des politiques régionales de santé est celui de la mobilisation des services déconcentrés de l'Etat, des collectivités territoriales comme des institutions et associations de toutes natures.

Pour cette population, l'Ecole tient une place spécifique. Elle constitue à la fois le milieu de vie qui accueille les enfants et les adolescents pendant près de deux décennies et un espace privilégié d'éducation. Pour autant, tous les travaux montrent que c'est à la condition de l'insertion de l'établissement scolaire au sein d'une politique territoriale donnant toute sa place à la participation des différents acteurs qu'il est possible d'améliorer la santé. L'approche communautaire en santé est susceptible de donner un cadre opérationnel à ces dynamiques.

Avancer aujourd'hui en matière de promotion de la santé des enfants et adolescents, c'est d'abord permettre à chacun d'identifier la nature de sa contribution dans ce domaine, de participer avec sa spécificité propre. C'est aussi, par un accompagnement efficace, aider les équipes éducatives à travailler collectivement sur le "vivre ensemble" à l'échelle des établissements scolaires. C'est, notamment via l'action des collectivités locales et du secteur associatif, offrir aux parents la possibilité d'être soutenus dans leur action éducative. C'est enfin, par le développement d'actions concertées, aller vers des politiques articulant les différentes dimensions de l'action préventive tant par une approche interministérielle à l'échelon national que par le renforcement des liens entre les acteurs locaux et une participation réelle de chacun.

Cette conférence se propose en premier lieu d'offrir un cadre pour l'élaboration des politiques de santé territoriales avant, dans un second temps de traiter de façon concrète des pratiques susceptibles d'être mises en œuvre.



## Inégalités sociales à La Réunion : éléments structurants de la société ?

**Frédéric Tupin**

*IUFM de La Réunion*

La question de l'éducation à la santé s'inscrit à La Réunion dans un large contexte marqué par une alternance entre fractures (sociales, culturelles, linguistiques, cognitives, ...) interactions et syncrétismes. Si la société réunionnaise s'avère clivée et clivante, et ce de façon souvent radicale, la question des inégalités sociales et de leur impact nourrit le débat au sein de la communauté des chercheurs depuis le tournant des années 90 (Parain et Chevillon, 1994 ; Wolff et Simonin, 1996).

Traiter de cette question dans cet espace insulaire suppose en premier lieu d'interroger l'isomorphisme entre tendances dessinées sur le sol hexagonal et phénomènes ultramarins.

Les incidences de ce questionnement ne sont pas minces car non seulement les phénomènes d'inégalités sociales réunionnaises ne sont pas nécessairement superposables à ceux de la métropole mais les outils statistiques ou de catégorisation(s) qui tentent de les cerner sont contestés par une partie de notre communauté. Chemin faisant, l'intérêt de la notion de « classes sociales » est questionnée au même titre que la pertinence des cadres théoriques qui s'en emparent.

Nous proposerons, dans le cadre de cette communication, un parcours réflexif qui emprunte à la scène éducative quelques données permettant de résoudre cette équation. Ce cheminement inscrit la nécessité d'intégrer l'analyse des phénomènes d'éducation dans une modélisation inspirée de la théorie de la structuration d'Anthony Giddens reliant acteurs, contextes et système.

## Atouts et limites d'interventions éducatives en faveur de la santé des personnes, à La Réunion et à Mayotte

**Maryvette Balcou-Debussche**

*IUFM de La Réunion*

En considérant que toute intervention éducative conduit à mettre en jeu des pratiques qui sont situées au croisement des propriétés sociales des acteurs et des propriétés sociales des contextes dans lesquels les actions s'inscrivent, nous analyserons ici ce qui se passe lors d'interventions éducatives en faveur de la santé de personnes malades chroniques. Nous prendrons appui sur des situations d'apprentissage proposées à des adultes malades chroniques à La Réunion, à Mayotte et au Mali. Les données recueillies sont constituées d'observations in situ et d'entretiens semi-directifs menés avant et après les situations d'apprentissage. L'analyse sera conduite d'un triple point de vue : didactique, organisationnel, institutionnel et social. La réflexion permettra ainsi de questionner les conditions de formation des acteurs en éducation à la santé et en éducation thérapeutique, en invitant notamment à une prise en compte de ces trois dimensions.



## Promotion de la santé et inégalités de santé en milieu étudiant

**Michaël Vauthier**

*Université de La Réunion*

Si 80% des étudiants évaluent leur état de santé comme étant « bon », 20% d'entre eux jugent leur état de santé plutôt moins bon que l'année précédente<sup>1</sup>. La santé a une influence sur la réussite des études et de nombreux étudiants (1/3) renoncent à se soigner par manque de temps et/ou moyens financiers.

La santé des étudiants n'est pas à considérer comme un élément indépendant, mais comme le témoin de la santé de l'Université. Après avoir dressé un état des lieux de la santé des étudiants en France, nous reviendrons sur différents déterminants de santé et ferons le lien avec les politiques de santé menées et à mener, notamment à l'université de La Réunion.



---

<sup>1</sup> Enquête Nationale sur la Santé des Etudiants (ENSE3 2011) commandée par la L.M.D.E.

## Promotion de la santé et inégalités sociales : quelles problématiques locales à partir des travaux des étudiants et des professionnels inscrits dans des formations en travail social à l'IRTS et de l'EMAP ?

**Irene Albert**  
**Emmanuel Souffrin**  
*PREFAS-Réunion*

A partir du corpus constitué des mémoires de diplômés d'assistants de service social, d'éducateurs jeunes enfants, éducateurs techniques spécialisés, CAFERUIS, CAFDES et DSTS, répondant positivement aux mots clés : « soins/accès au soin/inégalités sociales/lien social », nous souhaitons présenter les principales données disponibles concernant la problématique de l'accès au soins de différentes catégories de publics en difficultés.

Bien que le corpus recueilli soit faible, à peine 3% des mémoires disponibles à l'IRTS correspondent à nos critères de choix (19/642 mémoires, monographies et dossiers techniques), sur une période allant de 2004 à 2011, il nous permet d'interroger la diversité des publics étudiés, les procédures et les conditions facilitant ou non l'accès au soin.

Par ailleurs, bien que les travaux ne portent pas sur des actions de promotion de la santé, et n'analysent pas non plus ce discours, ce corpus permet de mieux saisir comment est analysée la mise en œuvre d'actions de prévention, de protection et d'éducation au mieux être, au *care* et au *wealfare* des populations.

Comment, à partir de ces travaux, mémoires professionnels de niveau II et I avec une problématique de recherche, peut se reconstruire une problématique permettant à la fois de mieux connaître les publics et les conditions de l'accès aux process, et/ou aux structures de soins ?

Dans ces travaux comment la notion si souvent utilisée dans le travail social de l'accompagnement est-elle définie ? Comment la posture du professionnel facilitante ou déroutante est-elle interrogée ? Comment les dispositifs favorisent-ils ou pas l'accès aux soins pour tous ?



## Les ateliers santé ville à La Réunion

**Cédric Pèdre**  
*IREPS Réunion*

Depuis 2007, l'Etat à travers la Politique de la ville (aujourd'hui DJSCS) et la DRASS (aujourd'hui Agence de santé Océan Indien) soutient financièrement et techniquement le développement des « Ateliers santé ville » (ASV) à la Réunion. Il s'agit d'un dispositif de Politique de la ville, on parle aujourd'hui de cohésion sociale (CUCS) permettant de structurer sur un territoire (quartiers prioritaires ou territoire communal) un réseau intersectoriel mêlant élus, professionnels et habitants. L'objectif d'un tel dispositif est d'initier et de faire vivre une dynamique de promotion de la santé reposant sur les principes de la Charte d'Ottawa à travers un diagnostic partagé visant à identifier les priorités à développer sur le territoire concerné (déterminants de santé) et l'élaboration d'un plan local de santé publique visant à planifier sur plusieurs années les actions à développer.

De par leur finalité commune visant à agir sur les déterminants de la santé, selon une approche territorialisée, les ASV peuvent contribuer à la réduction des inégalités sociales de santé en identifiant au niveau local les freins à l'accès à la santé et en proposant des actions qui permettent d'améliorer l'accessibilité à la prévention, aux soins, mais également sur des questions comme le transport, les activités physiques et culturelles, etc.

A La Réunion, 13 communes ont tenté de développer ce dispositif sur leur territoire, tout n'ayant pas abouti pour des raisons diverses. Néanmoins les diagnostics réalisés permettent aujourd'hui de mieux identifier les freins à la santé perçus par les professionnels et les habitants ainsi que leurs priorités. La composition de ces ASV et leurs partenaires nous permettent également d'identifier les forces en présence sur chacun des territoires.

Investi depuis 2007 aux côtés des services de l'Etat dans l'accompagnement des communes engagées dans ce dispositif, l'IREPS Réunion propose pour ce séminaire un regard synthétique sur l'ensemble des diagnostics réalisés mais aussi sur leur organisation, les leviers et les freins à leur mise en œuvre. Ces éléments pourront ainsi nourrir la réflexion sur l'identification des inégalités sociales de santé perçues au niveau local.



## Inégalités sociales et médecine prédictive : quels enjeux en oncogénétique ?

**Laetitia Huiart**

*CHU La Réunion*

Les avancées techniques en matière de génétique permettent, depuis la fin des années 90, de s'approcher du concept de médecine prédictive. Les tests de prédisposition génétique des cancers, emblème de cette médecine prédictive, sont accessibles à l'issue de consultations d'oncogénétique. Cette activité a pris un essor considérable en France avec aujourd'hui plus de 36 000 consultations annuelles sur 107 sites répartis dans 76 villes, notamment grâce aux plans cancer qui ont inscrit la nécessité de favoriser un accès aux consultations et aux tests génétiques.

Les gènes BRCA1 et BRCA2 sont les gènes les plus souvent impliqués dans les prédispositions génétiques aux cancers du sein et de l'ovaire. Les femmes porteuses d'une anomalie sur un de ces 2 gènes ont un risque de développer un cancer du sein, au cours de leur vie, proche de 80% et un risque de cancer de l'ovaire de 20 à 30%. La prise en charge de ces personnes à haut risque est complexe et repose sur le dépistage et sur la possibilité de chirurgie préventive. La consultation vise à informer et à accompagner les consultantes, avec ou sans histoire personnelle de cancer, dans leurs choix de prise en charge. Ces choix reposent sur la compréhension d'une information complexe incluant les notions de risques, de transmission trans-générationnelle et d'hérédité.

L'expérience clinique permet de constater l'hétérogénéité d'accès à la consultation, d'appropriation de l'information et de suivi des mesures préventives en fonction des milieux sociaux des consultants et de leurs familles. A partir de cas cliniques de personnes porteuses de mutation BRCA1/2, nous décrirons et discuterons les différents éléments pouvant interagir avec la notion d'inégalité sociale en laissant la place aux individus, aux familles, aux histoires. Mais nous discuterons aussi des conséquences socio-économiques et des inégalités sociales induites par les histoires familiales de cancer et par le statut de personnes à risque.

# Des politiques régionales de prévention et d'éducation à la santé : les questions clé de la mobilisation des acteurs institutionnels et de l'implication des professionnels

**Didier Jourdan**

*IUFM de Clermont-Ferrand*

L'évolution institutionnelle conduit à une mobilisation accrue de l'échelon régional dans la définition et la mise en œuvre des politiques sanitaires, sociales et éducatives. Mieux ancrées dans les réalités propres des territoires et en capacité de mobiliser à la fois les collectivités, les acteurs locaux et les services déconcentrés de l'Etat, les politiques de prévention et d'éducation à la santé sont ainsi susceptibles de répondre de façon plus adéquate aux besoins des populations. La prise en compte des inégalités de santé tant sociales que territoriales constitue l'un des axes structurants de ces stratégies régionales.

Pour parvenir à mettre en place une réelle gouvernance locale, il est nécessaire de relever un ensemble de défis. Si le processus de réorganisation des services déconcentrés de l'Etat et de l'assurance maladie est d'ores et déjà largement avancé, ceux de la mise en cohérence avec les politiques des collectivités d'une part et de l'implication des professionnels d'autre part restent encore à relever.

Cette conférence se propose d'abord de présenter une approche pour l'élaboration d'une politique de prévention et d'éducation à la santé des enfants et des adolescents. Trois axes seront abordés : la gouvernance, les ressources humaines et les outils de formation et d'intervention. Dans un second temps, il s'agira, sur la base des travaux de recherche et de l'expérience des praticiens, d'analyser les facteurs conditionnant l'implication des acteurs.



## **OBJECTIFS**

L'objectif de ce séminaire est de contribuer à la diffusion des connaissances scientifiques et à la formation des acteurs intervenant dans le champ de la promotion de la santé en renforçant les partenariats (associatifs, institutionnels) et la mise en réseau d'acteurs professionnels (Ecole/hors Ecole). Le séminaire participera au développement d'une culture partagée en promotion et en éducation à la santé, au service de la recherche et de la formation des acteurs professionnels, en perspective d'une réduction des inégalités sociales.

## **ORIENTATIONS ET CONTENUS**

Suite au premier séminaire organisé le 26 juin 2011 à l'Université de La Réunion, il s'agit de poursuivre la réflexion à travers une approche interdisciplinaire des inégalités sociales de santé en se centrant, pour ce second séminaire du 12 juin 2012, sur les liens entre la promotion de la santé et les inégalités sociales. Les enjeux, multiples, questionnent tout autant les concepts que les dimensions méthodologiques et praxéologiques, dans des contextes de mutations sociales rapides qui se combinent à de nouvelles façons de poser les grands problèmes de santé publique. Ainsi, les acteurs seront amenés à s'interroger sur les modèles théoriques sous-jacents et les pratiques à privilégier à l'école et hors l'école, dans la formation professionnelle, à l'hôpital, dans les quartiers... Comment la promotion de la santé questionne-t-elle les inégalités d'accès aux savoirs, l'hétérogénéité sociale et culturelle et les disparités économiques ? Dans le champ de la promotion de la santé, quelle est la place donnée à l'éducation et quels sont les modèles théoriques mobilisés ? Comment mettre en œuvre des actions et des formations capables de prendre en compte les dimensions de prévention, de protection et d'éducation lorsqu'il s'agit de promouvoir la santé des individus de façon équitable ? Autant de raisons d'interroger les façons de conjuguer ensemble les cultures et les identités des professionnels issus d'univers hétérogènes, dans une perspective résolument interdisciplinaire.

Inscrit dans un programme pérenne de rencontres qui vise la connaissance des travaux scientifiques disponibles et l'identification des politiques publiques éducatives et urbaines ainsi que leurs dispositifs, ce nouveau séminaire participera à l'élargissement des regards sur la société réunionnaise, en perspective d'un meilleur accompagnement des acteurs face aux inégalités sociales de santé.

## **PORTEUR DU PROJET**

Laboratoire LCF, Université de La Réunion & IUFM de La Réunion

## **ORGANISATION ET COORDINATION DU SÉMINAIRE**

- Le laboratoire LCF, Université de La Réunion
- Le réseau national UNIRÉS (UNiversités/IUFM en Réseau D'Education à la Santé)
- Direction de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (représentant local de l'ACSé)
- La MGEN
- L'IREPS

## **CONTACT**

### **Maryvette Balcou-Debussche**

Maître de conférences, laboratoire LCF, IUFM-Université de La Réunion

Membre de la Commission Scientifique / Coordinatrice du réseau national UNIRÉS

**Tel : 06 92 76 92 62**

**maryvette.balcou-debussche@univ-reunion.fr**

*Les actes du 1<sup>er</sup> séminaire « Société, Santé, Education » organisé le 21 juin 2011 par le laboratoire LCF et l'Université-IUFM de La Réunion sont en ligne :*

<http://www.reunion.iufm.fr/Recherche/Expressions/36.html>